

Proposition présentée par les députés :

M^{mes} et MM. Dominique Rolle , Eric Stauffer, Jean-François Girardet, Pascal Spuhler, Henry Rappaz, Fabien Delaloye, André Python et Florian Gander

Date de dépôt : 30 août 2010

Proposition de motion

Mettons fin au harcèlement des contractuels de la Fondation des parkings, la STASI des parkings !

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que la Fondation des parkings est une fondation de droit public faisant le travail que des collectivités publiques ont lâchement abandonné ;
- que ladite fondation a comme délégation de s'occuper de la police des parkings, véritable Objet Violent Non Identifié (OVNI);
- que le Conseil d'Etat a une responsabilité incontestable dans cette monstruosité institutionnelle, aux relents staliniens, qu'il a mise en place ;
- que des ordres ont été donnés pour coller des amendes d'ordre entre midi et 2 heures, après 17 heures et le samedi, un excès de zèle qui avait été auparavant épargné aux automobilistes ;
- que cet argent racketté sert prioritairement à financer les parkings « Park and Ride » des frontaliers ;
- qu'une agence de placement s'est engraisée en engageant des frontaliers avec la bienveillance étatique ;
- que les règles – parfois absurdes – imposées par la direction et la hiérarchie de la Fondation des parkings pourrissent la vie des automobilistes genevois ;
- que l'activité des commerçants et la vie sociale sont pénalisés ;

invite le Conseil d'Etat

à faire cesser sans attendre cet excès de zèle répressif et de mettre fin à la politique agressive de la Fondation des parkings.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Les plaintes se multiplient à l'encontre de la Fondation des parkings, mettant ainsi en cause la crédibilité de nos institutions. Comment imaginer que des dealers ne sont pas inquiétés par manque de place à la prison de Champ-Dollon (en raison de l'incurie du Conseil d'Etat), alors qu'à quelques mètres, des automobilistes pacifiques sont traités comme des criminels.

Les employés de la Fondation des parkings sont des exécutants et reçoivent, à tort, toute la rancœur légitime de la population. Quand bien même les vrais responsables, les donneurs d'ordre, sont lâchement réfugiés dans leurs bureaux.

Ces grands manitous, sans doute anti-automobilistes primaires ou ennemis de toute vie sociale et économique, donnent des directives. Autrefois, les tournées des contractuels s'arrêtaient généralement en fin d'après-midi et à l'heure du repas de midi, mais également le samedi. Au fil des années, ces marionnettistes qui donnent des ordres aux contractuels ont serré la vis et demandé à leurs employés de multiplier les contrôles et de devenir plus sévères.

Allez, zou ! On n'a plus le droit de négocier avec le contractuel et de lui expliquer qu'une personne malade doit impérativement être déposée à tel lieu ou effectuer une livraison en urgence...

Au lieu de gérer en bonne intelligence le parking, l'Etat charge hypocritement des employés assermentés, dont certains sont des frontaliers venant parfois de très loin (Genève marche décidément sur la tête), de prendre le maximum d'argent pour remplir les caisses. Et au final, de financer les parkings « Park and Ride » pour ces mêmes frontaliers, ou encore financer les agences de placement qui les importent allègrement...

A ce stade, c'est du racket organisé. Après l'Algérie, colonie exploitée par la France, c'est au tour de Genève de devenir un véritable Eldorado pour l'Etat voisin avec la complaisance des élus genevois. Les frontaliers, nouveaux colons chômeurs ou smicards de l'Union européenne – le récent empire branlant qui se profile à l'horizon – qui ont trouvé un très bon filon au détriment de la population locale !

Les commerces, l'économie et la vie sociale sont menacés par cette nouvelle politique zélée qui est proprement incroyable. Quand on fait un tour des quartiers de Genève, on a l'impression d'être dans le tour de France avec des contractuels issus de toutes les régions.

Faisons cesser sans délai cette politique catastrophique et donnons un avertissement solennel à des institutions qui échappent à tout bon sens en se croyant toutes puissantes et qui sont dépourvues de toute éthique.